À la veille de la Première Guerre mondiale, l'idée d'unir l'Europe en une seule union économique et politique, de former une autre Europe et de consolider les pays en quelque chose comme les « États-Unis d'Europe » s'est répandue parmi les monarchies et bourgeoisies européennes. Une fédération européenne devait émerger comme un produit du développement historique de la civilisation occidentale.

Les bolcheviks ont exposé le projet d'unification pacifique des pays capitalistes dans le manifeste politique du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), « Guerre et social-démocratie russe », publié dans le journal « Social-démocrate » le 1er novembre 1914. L'article disait que le slogan « États-Unis d'Europe » n'a aucun sens et est trompeur jusqu'à ce que les monarques allemands, autrichiens et russes soient renversés à l'aide d'une révolution. Lors de la conférence du POSDR à Berne en février-mars 1915, les socialistes discutèrent sérieusement de la possibilité de créer de tels États républicains comme contrepoids aux blocs militaires émergeant en Europe.

Mais Lénine a pris une position catégorique. Le 23 août 1915, le journal « Social-Démocrate » publie un article « Sur le slogan des États-Unis d'Europe ». Lénine y expose le slogan « États-Unis d'Europe » et parle de l'impossibilité de créer une telle entité. Dès cette époque, il a évoqué le fait que quelque chose de similaire à l'Union européenne pourrait surgir. Il critiquait le mot d'ordre des États Unis d'Europe en affirmant que l'accumulation du Capital se réalisant dans le cadre national et leurs Etats, provoquant inégalités de développements, crises, guerres et repartages, une telle fédération ne serait qu'une « entente des capitalistes européens ».

Lénine a affirmé que jusqu'à ce que la révolution socialiste soit accomplie, jusqu'à ce que les régimes monarchiques d'Allemagne, d'Autriche et de Russie soient renversés, un tel slogan n'est qu'une phrase vide de sens et n'a aucun sens. Il a également noté que le capitalisme conduit au déséquilibre et aux contradictions entre les États, sous l'effet de la loi de l'inégalité de développement entre pays capitalistes elle même déterminée par loi de la valeur. En effet, le capital acquiert un caractère international : le monde est divisé en une poignée de puissances.

« En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents États est impossible. Les seuls moyens possibles de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont en régime capitaliste les crises dans l'industrie, les guerres en politique », écrivait Lénine.

Que faire alors, si quel qu'en soit la forme, une fédération d'États Européens ne pourra jamais être une solution de paix sous le capitalisme ? Lénine répond à cette question. C'est dans ce slogan qu'il formule la partie la plus importante de la théorie de la révolution socialiste : la transition vers le socialisme traverse toute une époque de commotions politiques et économiques orageuses, de luttes de classe très aiguës, de guerre civile, de révolution et de

contre-révolution. La nécessité de la dictature du prolétariat y est déclarée, seul pouvoir politique apte à traverser cette époque. Tant qu'il n'y aura pas de révolution dans tous les pays, tant que l'impérialisme persistera, il ne pourra être question d'une Europe unie. La bourgeoisie européenne ne pourrait s'entendre sur quoi que ce soit qu'en divisant les sphères d'influence. Cependant, Lénine voyait un point de rapprochement entre les puissances impérialistes européennes, ce qui unit chacun de leurs intérêts nationaux propres en une lutte politique commune, à savoir écraser ensemble le socialisme en Europe, protéger ensemble les colonies pillées.
Lénine a alors parlé de la création des États-Unis du monde, projet politique radicalement opposé à tout slogan des États-Unis d'Europe : « Les États-Unis du monde (et non de l'Europe) sont cette forme d'État - forme d'union et de liberté des nations, - que nous rattachons au socialisme, - en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout État, y compris l'État démocratique. Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des États-Unis du monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme ; en second lieu, parce qu'il pourrait donner lieu à une fausse interprétation de l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et de l'attitude de ce pays envers les autres ».

Plus de cent ans se sont écoulés depuis que Lénine a écrit l'article « Sur le slogan des États-Unis d'Europe ». Deux points principaux avancés par Lénine ont été confirmés. Il s'agit de la possibilité d'une victoire de la révolution socialiste dans un seul pays, comme l'a prouvé l'URSS, et du caractère réactionnaire d'une unification de l'Europe dans les conditions du système capitaliste.

L'idée de la nécessité d'une unification européenne sur le modèle américain fut, en effet, à nouveau évoquée par W. Churchill en septembre 1946 dans un discours à l'Université de Zurich. Celui-ci parlait spécifiquement des « États-Unis d'Europe ».

Par la suite, l'unification de l'Europe a eu lieu sous la forme de l'Union européenne. A son époque, Lénine a souligné le caractère réactionnaire de l'association dans les domaines suivants :
- il s'agit d'un accord entre capitalistes européens pour écraser ensemble le socialisme en Europe;
- Les États-Unis d'Europe, sous le capitalisme, équivalent à un accord sur le partage des colonies;
-Les États-Unis d'Europe signifieraient organiser une réaction pour retarder le développement plus rapide de l'Amérique.

Aujourd'hui, on peut constater que la politique de l'UE mène vers la détérioration de la situation sociale et des droits des travailleurs. La polarisation économique des pays est apparue dans l'UE. L'UE est économiquement dominée par l'Allemagne et la France, domination comprise comme l'effet de long terme des stratégie de chacune des bourgeoisies nationales dont la politique dite "des créneaux" impulsée en France dans les années 70 en est un exemple d'entente. La liquidation de secteurs traditionnels Français comme la sidérurgie et la métallurgie, entraînant une perte de 1,9 millions d'emplois, est incompréhensible sans cette stratégie continentale des monopoles français de restructurer le capital national autour de secteurs à rentabilité rapide et à une internationalisation plus grande de la force de travail.

L'assistance dite économique est réalisée sous forme de prêts à des conditions qui réduisent le niveau de vie des populations, en témoigne le poid de la banque centrale Européenne dans la coordination du capital financier à l'échelle de l'Europe et ces Etats membres, dans ces effets dévastateurs comme lors des luttes de classes aigües en Grèce issue de la crise de 2008. Les pays bénéficiaires de l'aide sont tenus de mettre en œuvre des économies strictes en réduisant les salaires, les paiements, les avantages sociaux, tous les types d'aide et en supprimant des emplois dans le secteur public, l'écrasement conjoint du socialisme en Europe abordé par Lénine passe donc également par l'écrasement des conquêtes passées issue du mouvement ouvrier.

Enfin, les contradictions s'aiguisent aussi bien entre les États de l'UE qu'entre l'UE et les États-Unis ou les autres États ou unions inter-impérialistes. LesÉ tats-Unis cherchent des accords de libre-échange transatlantiques mais aussi une coopération militaire dans le cadre de l'OTAN. L'affrontement entre le capital américain et les pays membres de l'UE n'est donc compréhensible qu'en tenant compte de la diversité des contradictions inter-impérialistes relatives interne à l'UE, ordonnant des choix politiques et tactiques différents selon la période et la bourgeoisie membre capable d'asseoir une relative direction sur le reste de l'UE. La France en est un bon exemple, où l'on peut voir les différences de choix économiques et politiques selon la période Gaulliste et aujourd'hui Macroniste dans les différents gouvernements des monopoles et leur choix dans l'UE face aux USA.

Dans le même temps, les contradictions entre les pays de l'UE rendent incertain l'avenir de l'Union elle-même et de la monnaie commune, l'euro, à la fois l'outil premier de l'UE afin de coordonner les prix de la force de travail et de l'exportation des capitaux interne à l'Europe, tout comme objet également de contradictions inter-impérialistes dans ces modalités, comme en à témoigné le récent Brexit. Il convient ici de rappeler la déclaration de Lénine afin de comprendre la portée de tous ces événements politiques et économiques : « Les États-Unis d'Europe sous le capitalisme sont soit impossibles, soit réactionnaires. »

L'UE ce n'est donc ni la paix, ni la prospérité comme l'assène l'idéologie dominante. L'action pour la rupture commence avec le soutien et avec si possible le déclenchement des luttes des travailleurs qui s'opposent en pratique aux directives de l'UE, même s'ils restent prisonniers des illusions sur « l'Europe sociale » : défendre les luttes (y compris illégales) des marins-pêcheurs, des paysans-travailleurs, des cheminots et usagers qui s'opposent à la dérèglementation et à la fin des services publics, des ouvriers qui s'opposent aux délocalisations ou aux fermetures, se battre contre la vie chère, en reliant leur lutte à la nécessité d'éclairer sur la nature du capitalisme, sur la politique réelle de l'UE. La politique de l'UE apparaît ainsi pour ce qu'elle est, non comme celle de l'incarnation d'un « idéal européen », mais comme l'application des directives et exigences en entente des grands groupes du capital financier de chaque pays, rendue obligatoire et légale dans chaque pays par les divers traités européens. Les travailleurs doivent agir dans les pays de l'UE, par les luttes contre les diktats de Bruxelles et contre l'austérité, pour faire payer sa crise et ses dettes à la bourgeoisie monopoliste de chaque pays dans la perspective de la rupture avec l'UE et du socialisme. Lénine a eu raison de prédire que les États-Unis d'Europe seraient impossibles ou réactionnaires, impossibles sans la domination complète d'un impérialisme sur les autres. Rien n'est joué, les peuples peuvent envoyer l'UE et son pôle d'Etats impérialistes aux poubelles de l'histoire. Le changement révolutionnaire en France comme dans chacun des

pays de l'UE sera socialiste. Ce changement est impossible sans un Parti Communiste fort, lié à la classe ouvrière. Ce parti ou ses bases existent dans certains pays de l'ACE. Ce n'est pas le cas en France. Dans les conditions de l'opportunisme du mouvement ouvrier en France, le PCRF consacre donc ses forces à la préparation du facteur subjectif indispensable qu'est le renforcement du Parti. Vive les Partis Communistes, vive le communisme.